SSM, Birmensdorferstrasse 65, 8004 Zurich

Madame
Karin Keller-Sutter
Présidente de la Confédération
Cheffe du Département fédéral des finances
Bundesgasse 3
CH-3003 Berne
Via le formulaire du site web

Zurich, le 8 avril 2025

Consultation relative à l'avant-projet de loi fédérale sur le programme d'allègement budgétaire 2027 : prise de position

Madame la Présidente de la Confédération,

Le Syndicat des médias SSM est le partenaire social de la SSR. Il représente le personnel de cette entreprise ainsi qu'un grand nombre d'autres professionnel·les des médias en Suisse, qu'ils soient salarié·es ou indépendant·es. C'est à ce titre qu'il prend position en réponse à la consultation sur le programme d'allègement budgétaire 2027.

Contexte

Le Conseil fédéral part du principe qu'en dépit d'une solide évolution des recettes, il faut s'attendre à un déficit de financement structurel pouvant atteindre 3 milliards de francs par an à partir de 2027. Il estime que le principe constitutionnel de l'équilibre des recettes et des dépenses (frein à l'endettement) ne pourra plus être respecté à partir de 2027, raison pour laquelle des corrections s'imposent et devront porter sur les dépenses. Le SSM rejette cette logique, s'appuyant en cela sur les arguments de l'Union syndicale suisse.

Domaine des médias

Le Conseil fédéral présente plusieurs propositions d'allègement qui touchent les médias : suppression de la contribution de la Confédération à l'offre de la SSR destinée à l'étranger (2.2), suppression de l'aide à la distribution quotidienne de la presse associative et des fondations, réduction de l'aide à la distribution de la presse locale et régionale (2.11), suppression de la contribution à la formation des professionnel·les du programme (2.12) et suppression de la contribution à la diffusion de programmes dans les régions de montagne (2.13). Le Conseil

fédéral entend ainsi réaliser une économie de 91,4 millions de francs dans le domaine des médias.

Remarques générales sur la situation des médias et les économies proposées

Le paysage médiatique journalistique suisse est soumis à une forte pression depuis de nombreuses années. Or, le service public médiatique est aujourd'hui plus important que jamais. En garantir un financement stable est un impératif démocratique. Toute mesure d'économie imposée par l'État dans ce domaine serait donc préjudiciable et difficilement justifiable, indépendamment du fait qu'elle frappe le service public ou des prestataires privés.

Ces réflexions de principe amènent le Syndicat des médias SSM à s'opposer à toutes les mesures d'économie dans le domaine des médias. Les arguments complets et détaillés contre les allègements budgétaires proposés sont énoncés ci-dessous.

1. Services journalistiques de la SSR destinés à l'étranger (2.2)

Outre ses programmes pour la Suisse, la SSR propose depuis des décennies une offre d'information destinée l'étranger, en vertu d'un principe inscrit dans la loi (art. 28 LRTV). **Cette offre comprend la plateforme en ligne swissinfo.ch, disponible en dix langues, ainsi que le site web tvsvizzera.it, en italien, et inclut également la collaboration avec les chaînes de télévision internationales TV5MONDE (français) et 3sat (allemand)**. Le financement de cette offre est assuré pour moitié par la Confédération et pour moitié par la SSR, au moyen de sa part de la redevance radio-télévision. Lors de la révision totale de la loi sur la radio et la télévision (LRTV) en 2005, le Conseil fédéral avait souligné et le Parlement confirmé que ce mandat ne pouvait être financé exclusivement par la redevance ou par des ressources commerciales, et que la Confédération devait donc participer à son financement.

Le soutien à l'offre SSR destinée à l'étranger représente pour la Confédération une dépense annuelle d'environ 19 millions de francs et est régi par un accord de prestations entre la Confédération et la SSR. La collaboration avec TV5MONDE fait partie d'un traité international entre la Suisse, le Canada, la Belgique francophone, la France, Monaco et le Québec (*Charte TV5Monde)*.

1.1 Mesure d'économie proposée par le Conseil fédéral

L'offre SSR destinée à l'étranger est aujourd'hui financée à hauteur de 50 % par la Confédération. Le Conseil fédéral propose de supprimer cette contribution. Il suggère que la SSR redimensionne cette offre et la finance exclusivement par le biais de la redevance radio-télévision.

Syndicat suisse des médias
Birmensdorferstrasse 65
8004 Zurich

044 202 77 51
politik@ssm-site.ch
ssm-site.ch

1.2 Mission et prestations SSR selon l'accord de prestations

La SSR est tenue de fournir des services journalistiques à l'étranger afin de contribuer en particulier à resserrer les liens qui unissent les Suisses·ses de l'étranger à la Suisse, et à promouvoir le rayonnement de la Suisse et de ses intérêts à l'étranger.

Swissinfo et Tvsvizzera.it
swissinfo.ch est une plateforme qui propose une offre multimédia en plusieurs langues sur Internet. Ses contenus sont élaborés selon une perspective spécifiquement helvétique et transmettent les points de vue suisses sur l'actualité nationale et internationale. Ce service permet aux Suisses·ses résidant à l'étranger de se forger librement une opinion et d'exercer leurs droits politiques en Suisse, notamment lors de votations et d'élections, mais vise également un public international. La plateforme tvsvizzera.it propose des contenus en italien et s'adresse à un public transfrontalier et international italophone.

En 2023, les sites swissinfo.ch et tvsvizzera.it ont enregistré un total de 45 millions de visites, tandis que la présence de swissinfo.ch sur les réseaux sociaux est suivie par plus de 2,3 millions de personnes à l'échelle mondiale. L'offre est citée chaque semaine par 50 à 80 médias internationaux. Grâce à la plateforme de distribution commune de l'Union européenne de radio-télévision (UER), swissinfo.ch bénéficie en outre d'une visibilité sur les plateformes des autres médias publics européens (22,3 millions d'annonces d'articles ; 500 000 visites par an). Par ailleurs, les offres de swissinfo.ch et tvsvizzera.it sont proposées de manière à permettre aux personnes souffrant d'un handicap sensoriel d'y accéder.

TV5 Monde et 3sat
Il incombe à la SSR de s'assurer que les chaînes internationales de télévision TV5MONDE (français) et 3sat (allemand) diffusent différents formats, mais en particulier des émissions d'actualité et d'information en rapport avec la Suisse. Cela comprend aussi la transmission d'un point de vue helvétique sur les événements internationaux importants. La part d'émissions suisses doit représenter en moyenne 9 % du temps de diffusion sur TV5MONDE et 10 % sur 3sat.

L'offre télévisuelle en langue allemande de 3sat (programme commun de ARD, ZDF, ORF et SRG SSR) touche un public de plus de 5 millions de personnes par jour. Les émissions *10vor10* et *Rundschau* diffusées par 3sat sont des sources d'information essentielles pour les Suisses·ses de l'étranger et contribuent à ce que la Suisse, ses préoccupations politiques et ses positions soient mieux comprises dans l'espace germanophone. En 2023, les offres TV francophones de la RTS sur la chaîne TV5MONDE ont été suivies par 437 millions de foyers dans plus de 200 pays, tandis que la plateforme en ligne TV5MONDEplus, riche en productions suisses, a attiré plus de 40 millions de visites par mois.

Syndicat suisse des médias
Birmensdorferstrasse 65
8004 Zurich

044 202 77 51
politik@ssm-site.ch
ssm-site.ch

1.3 Obligations de la Confédération concernant le mandat SSR pour l'étranger

En ce qui concerne TV5MONDE, la Confédération est tenue de se concerter avec la SSR avant de prendre des décisions importantes et de chercher une possibilité de compensation financière au cas où la SSR ne disposerait pas des ressources suffisantes pour financer sa participation à TV5MONDE via sa part de la redevance radio-tv. La coopération avec TV5MONDE est en effet inscrite dans la *Charte de TV5*. Ce traité international d'une durée de validité indéterminée ne peut être remplacé ou modifié qu'avec l'accord de toutes les parties, et ne contient aucune clause permettant la résiliation ou la dissolution par une seule partie.

1.4 Position SSM : mauvaise décision au mauvais moment – non à la suppression de la présence médiatique suisse à l'étranger

En fournissant des informations de grande qualité[1] sur la Suisse et sa position dans les affaires mondiales, l'offre SSR destinée à l'étranger contribue de manière significative à consolider la réputation internationale de la Suisse, à promouvoir ses relations avec les autres pays et à assurer sa présence dans le paysage international de l'information. Le mandat SSR pour l'étranger explique et reflète ce qu'est la Suisse politique, économique, culturelle, sociale et scientifique dans l'actualité.

Supprimer la contribution fédérale revient à supprimer l'offre journalistique pour l'étranger
Le service public médiatique de la SSR est la cible de nombreuses attaques. Le peuple sera prochainement appelé à se prononcer sur l'initiative populaire « 200 francs ça suffit ! (initiative SSR) », mais la date de la votation n'a pas encore été fixée. Si le cadre financier futur de la SSR est incertain, une chose est toutefois certaine : ses ressources financières seront bien moindres qu'aujourd'hui. Compte tenu de la pression économique considérable à laquelle elle doit faire face, la SSR ne sera pas en mesure de compenser la suppression du financement fédéral, bien que le Conseil fédéral laisse entendre le contraire. **La suppression de la contribution fédérale entraînera par conséquent la cessation de l'offre journalistique destinée à l'étranger.**

Mauvaise mesure au mauvais moment : incertitude quant à la future enveloppe financière SSR
La concession de la SSR a été prolongée jusqu'à fin 2028 et ne sera adaptée qu'après la votation sur l'initiative « 200 francs ça suffit ! ». Les décisions importantes concernant le mandat de prestations de SSR seront prises à la suite de la votation. Il serait donc prématuré de procéder dès aujourd'hui à la suppression de certaines prestations.

[1] swissinfo.ch obtient chaque année de très bons résultats dans l'étude annuelle sur la qualité des médias réalisée par le Centre de recherche Opinion publique et société de l'Université de Zurich (fög). En 2024, swissinfo.ch a obtenu une note de 7,4, ce qui la place deuxième dans le classement national des meilleures plateformes de médias en ligne.

Syndicat suisse des médias
Birmensdorferstrasse 65
8004 Zurich

044 202 77 51
politik@ssm-site.ch
ssm-site.ch

Affaiblissement de la place médiatique suisse et perte d'emplois
La situation du journalisme et des médias en Suisse est préoccupante. L'industrie audiovisuelle et le service public des médias font face à une énorme pression, exacerbée par les mesures d'économie proposées. Les propositions budgétaires du Conseil fédéral compromettent l'offre de service public à l'international, mais privent également la place médiatique nationale de ressources, car l'offre n'est pas seulement utilisée à l'étranger, mais aussi en Suisse. La suppression du mandat SSR pour l'étranger entraînerait la disparition d'une couverture journalistique indépendante face à des intérêts économiques et de politique partisane, et la perte d'un nombre considérable d'emplois. Une centaine de salarié·es et des mandats à autant d'indépendant·es seraient concernés.

Abandon d'une source d'information essentielle pour les Suisses·ses de l'étranger
Pour les Suisses·ses de l'étranger, il n'existe pas d'alternative de service public à l'offre SSR. La plateforme swissinfo.ch s'est spécialisée dans le traitement et la contextualisation de sujets politiques nationaux pour ce groupe cible. Elle se concentre sur des thèmes pour lesquels les Suisses·ses de l'étranger ont particulièrement besoin de s'informer : système de santé, questions financières et d'assurance, exercice des droits politiques et questions relatives à la citoyenneté. Pour les plus de 230 000 Suisses·ses de l'étranger inscrits sur les registres électoraux, swissinfo.ch est une source indispensable dans le processus de formation de l'opinion avant les élections et les votations. La suppression de cette plateforme impacterait leur participation à la chose politique et affaiblirait leur lien avec la Suisse.

Affaiblissement de la visibilité internationale de la Suisse : politique, économique et culturelle
La présence médiatique internationale est perçue comme un impératif dans la plupart des nations. La Suisse ne fait pas figure d'exception. Elle a absolument besoin de services journalistiques de qualité destinés à l'étranger, notamment en raison de ses spécificités : complexité du système de démocratie directe et fédéraliste, politique de neutralité, rôle de site d'implantation pour des entreprises internationales et de siège pour de nombreuses organisations multilatérales. En plus des sujets clés que sont la mise en œuvre de la démocratie semi-directe et de la politique étrangère de la Suisse, les reportages mettent en lumière la science, la recherche de pointe et les multinationales, une couverture journalistique qui profite également aux entreprises en Suisse.

Les magazines culturels et scientifiques de 3sat sont les plateformes germanophones les plus efficaces sur le plan journalistique à l'étranger pour la promotion de la création culturelle et du paysage scientifique suisses. En raison des mesures d'économie de SRF qui ont frappé la production dans ce domaine, ces plateformes gagnent énormément en importance pour le secteur culturel et scientifique national. Les films suisses diffusés sur 3sat touchent plus d'un million de personnes. Le mandat SSR pour l'étranger assure par ailleurs une couverture

Syndicat suisse des médias
Birmensdorferstrasse 65
8004 Zurich

044 202 77 51
politik@ssm-site.ch
ssm-site.ch

médiatique aux institutions culturelles suisses telles que les théâtres, musées et salles de concerts. La disparition de cette offre réduirait considérablement la visibilité de la création culturelle suisse sur la scène internationale.

Suppression d'une source d'information indispensable et accessible dans le monde entier
Dans sa réponse à l'interpellation Chassot 24.4360 (*Mandat pour l'étranger de la SSR. Pourquoi le Conseil fédéral veut-il se priver et priver la Suisse d'une présence forte à l'étranger ?),* le Conseil fédéral affirme que les offres de médias suisses, en particulier celles de la SSR, peuvent être consommées sur différents canaux également à l'étranger. Or, ce n'est pas le cas, en raison du géoblocage imposé pour des motifs juridiques. De nombreux contenus diffusés par la SSR sont inaccessibles hors de Suisse, contrairement à ceux de swissinfo.ch. Le Conseil fédéral omet également de mentionner que l'offre destinée à l'étranger est conçue pour des groupes cibles spécifiques et pour représenter des intérêts centraux de la Suisse à l'étranger. La demande pour cette offre est considérable et s'accentue en temps de crise. Le nombre de visites annuelles sur swissinfo.ch et tvsvizzera.it a augmenté d'environ 20 millions pendant la crise COVID et a atteint 63 millions de visites. De plus, swissinfo.ch couvre avec une attention particulière les régions où l'accès aux médias libres est difficile. Ce service en dix langues est unique et contribue à une meilleure accessibilité de la perspective suisse dans le monde. Il n'existe pas de marché commercial pour une offre de service public de cette qualité.

Affaiblissement du rôle de la Suisse en tant que médiatrice internationale
Pour jouer son rôle de médiatrice neutre sur la scène internationale, la Suisse doit être présente dans le paysage de l'information. Le mandat pour l'étranger garantit une couverture journalistique nuancée, factuelle et objective sur la Suisse, qui se démarque des influences extérieures. Ces informations jouissent d'un grand crédit à l'étranger et y sont régulièrement reprises.

Risque pour la politique de sécurité
Dans les conflits modernes, l'information est une arme : reportages manipulés et désinformation ciblée sont autant d'instruments utilisés par divers acteurs pour faire valoir leurs intérêts. Pour chaque pays, contrôler la manière dont il est représenté dans les médias internationaux est donc crucial. Voilà pourquoi le mandat SSR pour l'étranger est indispensable. Sous l'angle de la politique de sécurité, supprimer ou réduire ce mandat à la portion congrue en une période de tensions géopolitiques n'est pas défendable. La Suisse doit se faire entendre sur la scène internationale afin de protéger ses intérêts. Plutôt que d'imposer des coupes budgétaires, il faut consolider l'information suisse et indépendante à l'étranger.

Syndicat suisse des médias
Birmensdorferstrasse 65
8004 Zurich

044 202 77 51
politik@ssm-site.ch
ssm-site.ch

1.5 Conclusion : les préjudices pour la société, l'économie et la politique l'emportent sur les avantages

Le moment où devraient intervenir ces économies est particulièrement mal choisi en raison de l'imbrication avec le processus politique en cours concernant le financement et la nouvelle concession de la SSR. Il serait prématuré de prendre des décisions budgétaires de cette importance avant la fin du processus politique sur l'initiative « 200 francs, ça suffit ! ». En outre, en supprimant purement et simplement sa contribution, la Confédération fait fi de son obligation à rechercher des solutions et viole un traité international. Dans le contexte géopolitique actuel, il serait imprudent de se retirer inopinément d'un traité international, de plus transatlantique. Face à la menace grandissante que représente la désinformation ciblée, la Suisse doit absolument maintenir une présence journalistique indépendante et internationale depuis le territoire helvétique et dans une perspective suisse.

La SSR n'est pas en mesure de financer son offre pour l'étranger par ses propres moyens. La suppression des contributions fédérales au financement des services journalistiques pour l'étranger de la SSR marquerait donc la fin du mandat pour l'étranger. **Hormis le fait de permettre une économie d'environ 19 millions de francs par an, la suppression de cette offre de service public n'apporte que des désavantages** :

1. Suppression d'une plateforme centrale à la formation des opinions et au lien avec plus de 800 000 Suisses·ses de l'étranger.
2. Nouvel affaiblissement de la place médiatique suisse.
3. Perte de plus d'une centaine d'emplois dans le secteur des médias et de mandats à une centaine d'indépendant·es.
4. Perte d'un outil de communication international indépendant et essentiel pour une perception positive de la Suisse et de ses valeurs (démocratie, état de droit, neutralité), de sa politique étrangère, de sa recherche de pointe et du cadre qu'elle offre aux entreprises multinationales.
5. Perte de la couverture médiatique internationale et du rayonnement de la création culturelle et artistique suisse.
6. Perte d'une source d'information internationale unique et importante en dix langues.
7. Mauvais signal et atteinte à la réputation en cas de dénonciation d'un accord international.

Syndicat suisse des médias
Birmensdorferstrasse 65
8004 Zurich

044 202 77 51
politik@ssm-site.ch
ssm-site.ch

8. Perte d'un levier stratégique central dans la politique de sécurité et la défense des intérêts suisses à l'étranger.

La Suisse a besoin d'une offre journalistique forte et indépendante destinée à l'étranger. **Le SSM s'oppose fermement à la suppression de la contribution fédérale au financement du mandat SSR pour l'étranger.** Une éventuelle réduction de la contribution fédérale n'est pas non plus une option. En effet, les dommages nationaux et internationaux sont de loin supérieurs aux bénéfices que l'on pourrait tirer d'une telle mesure. **Sous l'angle géostratégique, il importe de renforcer la couverture journalistique suisse à l'étranger plutôt que d'en amputer les ressources.**

2. Aide indirecte à la presse (2.11)

Le Conseil fédéral entend réduire l'aide indirecte à la presse. Actuellement, le budget alloué à cette aide de la Confédération s'élève à 50 millions de francs par an. Le Conseil fédéral souhaite diminuer cette dépense de moitié pour l'établir à 25 millions. Cela implique de limiter le soutien à la distribution quotidienne de la presse régionale et locale et de supprimer l'aide indirecte à la presse associative et des fondations. En conséquence, le montant alloué à la distribution de la presse régionale et locale devrait passer de 30 à 25 millions de francs par an. Les 20 millions de francs qui bénéficiaient jusqu'à présent à la presse associative et des fondations seraient redéployés en faveur de la distribution de la presse régionale et locale, limitant ainsi à 5 millions de francs la coupe budgétaire dans ce domaine.

Lors de la session de printemps, le Parlement fédéral s'est également prononcé en faveur d'une augmentation de l'aide indirecte à la presse et surtout du maintien du soutien à la presse associative et des fondations (Iv. pa. Buillard 22.423 *Pour une presse écrite indépendante, il faut adapter les montants de l'aide indirecte)*. **Le SSM demande au Conseil fédéral de respecter cette décision récente du Parlement et de renoncer à supprimer ou à réduire l'aide indirecte à la presse.**

3. Formation des professionnel·les du programme (2.12) et diffusion des programmes dans les régions de montagne (2.13)

En vertu de l'art. 76 de la loi sur la radio et la télévision et de l'art. 72 de l'ordonnance correspondante (ORTV), la Confédération encourage la formation et la formation continue des professionnels des médias électroniques en versant des subventions d'un montant d'un million de francs aux établissements de formation. L'OFCOM conclut à cet effet des contrats de prestations de plusieurs années avec des institutions qui proposent une offre importante de formation dans le domaine du journalisme d'information pour la radio et la télévision (par ex.

Syndicat suisse des médias
Birmensdorferstrasse 65
8004 Zurich

044 202 77 51
politik@ssm-site.ch
ssm-site.ch

MAZ - Die Schweizer Journalistenschule, Lucerne ; *Centre de Formation au Journalisme et aux Médias (CFJM*), Lausanne ou le *Corso di Giornalismo della Svizzera italiana*, Lugano).

Ce soutien est destiné à inciter les diffuseurs de radio et de télévision à proposer des formations initiales et continues à leurs collaboratrice et collaborateurs. Le Conseil fédéral entend supprimer cette subvention d'un million de francs et renoncer ainsi à un investissement durable dans la qualité du travail et de la production journalistique. À l'avenir, les professionnel·les du programme ou leurs employeurs devront assumer eux-mêmes l'intégralité des frais pour leur formation initiale et continue.

Pour les entreprises de médias, il est souvent très difficile de trouver du personnel qualifié. Cela tient d'une part à la volatilité de l'emploi dans ce secteur, mais aussi au fait que certaines entreprises renoncent, pour des raisons financières, à former ou à perfectionner sérieusement leurs salarié·es. Dans ce contexte, la décision de supprimer la modeste contribution fédérale aux institutions de formation et de résilier les contrats de prestations correspondants apparait comme un choix de courte vue qui ne se justifie pas. Le SSM s'y oppose donc fermement.

Dans son projet, le Conseil fédéral renvoie aux initiatives parlementaires Chassot (22.417) et Bauer (22.407), qui sont en cours de mise en œuvre. La part de la redevance radio-télévision destinée aux diffuseurs privés doit être relevée à 6-8 % et des mesures d'aide générale seront développées en faveur de l'ensemble des médias électroniques. Il est prévu de soutenir les institutions de formation reconnues avec une contribution totale de 1 million de francs. **Ce montant devrait toutefois s'ajouter au soutien de la Confédération et non le remplacer.**

Il en va de même pour la modeste subvention de 600 000 francs par an allouée à la diffusion de programmes de radio dans les régions de montagne (2.13). Le Conseil fédéral demande que ces frais de diffusion soient désormais financés par les diffuseurs privés concernés, au moyen d'un prélèvement sur la part accrue des recettes de la redevance radio-télévision dont ils bénéficient. Le SSM s'oppose également à ce transfert de coûts.

Remarques finales

Le contexte actuel est particulièrement difficile pour les médias et les professionnel·les qui y travaillent. Dès lors, toute réduction des ressources ne ferait qu'aggraver une situation problématique à de multiples égards. Les décisions budgétaires ne sauraient faire fi du climat géopolitique et de l'affaiblissement des institutions politiques qui en découle, notamment par des actions ciblées de désinformation. En effet, sans médias indépendants, pas de démocratie.

Syndicat suisse des médias
Birmensdorferstrasse 65
8004 Zurich

044 202 77 51
politik@ssm-site.ch
ssm-site.ch

En vous remerciant de bien vouloir tenir compte de nos arguments, nous vous prions de croire, Madame la présidente de la Confédération, à l'expression de notre haute considération.

Silvia Dell'Aquila
Secrétaire centrale
Syndicat suisse des mass media

Melanie Berner
Responsable Politique des médias
Syndicat suisse des mass media

Syndicat suisse des médias
Birmensdorferstrasse 65
8004 Zurich

044 202 77 51
politik@ssm-site.ch
ssm-site.ch